



Le dimanche 28 juin 2015

Ex-émissaire de l'ONU: Les résidents du Camp Liberty sont des réfugiés

Le 13 juin 2015 -L'ancien chef des Nations Unies en Irak, Ad Melkert, a déclaré que les membres des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI) au Camp Liberty étaient des réfugiés et devaient être reconnus comme tels par la communauté internationale.

L'Agence des réfugiés de l'ONU doit engager le gouvernement d'Irak sur le « statut du Camp Liberty comme un camp de réfugiés sous la protection du droit international », a déclaré M. Melkert, ancien chef de la Mission d'Assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI). Voici des extraits de sa déclaration :

«Je crains que, malgré tous nos efforts au cours des dernières années, l'injustice continue de prévaloir, les portes continuent à être verrouillées et la communauté internationale ne s'est pas efforcée de mettre fin à cinq années de siège au camp Liberty.

Il est grand temps que la passivité prenne fin, grand temps que l'initiative diplomatique l'emporte sur le froid des jeux de pouvoir, grand temps que la primauté de la compassion humanitaire prévale.

Récemment, j'ai eu le privilège de travailler avec des collègues et des amis sur les propositions pour l'ONU et des gouvernements qui permettraient de rassurer les résidents du Camp Liberty que le gouvernement d'Irak et la communauté internationale leur fournira la protection qu'ils méritent dans l'attente de leur réinstallation dans des lieux sûrs et pour un avenir sûr:

- Les Etats-Unis et les Etats membres de l'UE et d'autres pays intéressés pourraient accepter des quotas d'octroi d'asile pour la réinstallation des résidents du Camp Liberty ;
- Le HCR devrait engager le gouvernement d'Irak sur le statut de Camp Liberty comme un camp de réfugiés sous la protection du droit international;
- Il faut encourager le gouvernement d'Irak à la mise en place d'une commission mixte impartial pour superviser l'application du Protocole d'Entente de 2011 entre le gouvernement d'Irak et l'Organisation des Nations Unies;
- Demander à la MANUI de désigner de manière impartiale les agents de liaison pour qu'ils résident dans le camp et assurent la production de rapports indépendants sur les conditions du camp sur une base quotidienne;
- Insister pour que le gouvernement d'Irak assure l'accès aux services médicaux ;
- Exhorter le gouvernement d'Irak à permettre que le camp soit connecté sans délai au réseau électrique de la ville.

Il est important que les résidents reçoivent des documents qui en font des personnes ayant un statut quelconque au lieu de les garder dans les limbes juridiques.

L'Irak empêche la connexion du camp Liberty au réseau électrique de la ville

Le 23 juin 2015 - Sadegh Mohammed Kazem, représentant du comité de répression du camp Liberty au sein du gouvernement irakien, a empêché l'entrée des représentants d'une société venue à Liberty signer un contrat pour le raccordement de l'électricité du camp au réseau de la ville. Ceci est intervenu alors que les noms des membres de cette équipe technique avaient été transmis la veille aux représentants de la MANUI et au centre de police de Liberty et que leur arrivée avait été programmée.





DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Les efforts des habitants du camp Liberty et leurs communications avec la MANUI et le HCR pour empêcher cette mesure illégale sont restés sans suite.

Ce n'est pas la première fois que cet agent inféodé du régime iranien empêche l'entrée des sociétés électriques venant raccorder Liberty au réseau de la ville.

Cette mesure viole le protocole d'entente signée entre le gouvernement irakien et les Nations-Unies le 25 décembre 2011, soulignant : « Le gouvernement irakien facilitera et autorisera les habitants, à leurs propres frais, de signer des contrats bilatérales avec des entrepreneurs pour des services courantes ».

Le 21 avril 2012, alors que la moitié des habitants n'avait pas encore été transférée au camp Liberty, le Représentant spécial des Nations unies a écrit au représentant des habitants : « Pour un règlement définitif du problème de l'électricité, le gouvernement irakien a accepté la responsabilité des dépenses visant à connecter par câbles le camp Liberty au réseau de la ville ».

La MANUI a écrit le 28 mai 2012 au représentant des habitants : « Concernant la connexion du camp Liberty au réseau électrique de la ville, des contacts ont été établis avec le ministère de l'électricité pour que le camp Liberty soit raccordé au réseau de la ville. Les lieux ont été examinés à cette fin ».

Or, durant les trois années écoulées, nous avons été témoin de la violation flagrante et constante de ces engagements. Dans les circonstances actuelles, vu l'usure des générateurs et leur très grande consommation de carburant, il y a une urgence redoublée pour connecter Liberty au réseau de la ville.

Besoins de base, ravitaillement bloqués à l'entrée du Camp Liberty

Le 23 juin 2015- Les forces irakiennes ont de nouveau refusé la livraison de produits de première nécessité aux habitants du camp Liberty, produits bloqués à l'entrée du camp depuis la semaine dernière. Avec l'été brûlant irakien, cela crée de nombreux problèmes aux habitants.

Certains des articles bloqués à l'entrée sont nécessaires à la vie quotidienne comme des insecticides, des crèmes anti-moustiques, des câbles électriques, des connexions de canalisation d'eau pour réparer les infrastructures du camp, des prises et des fiches électriques, des ampoules, des adaptateurs électriques, des ventilateurs, des ampoules de véhicule, des embrayages de véhicule, des pièces de rechange de vélo, des arroseurs, de la colle de silicium, des tuyaux d'eau, des batteries, un compresseur pour climatiseur de minibus, des filtres de groupe électrogène, des piles de montres-bracelets, etc.

Il convient de noter que les habitants ne cessent de demander aux officiers irakiens de laisser passer ces produits, mais comme l'a ordonné le Comité gouvernemental chargé de la répression des Achrafiens, qui fonctionne sous la supervision du conseiller à la sécurité nationale du pays, les Irakiens refusent l'entrée de ces produits.

Les représentants des habitants ont exposé aux observateurs de la MANUI les problèmes que cela pose au quotidien et protesté contre la mesure illégale des officiers irakiens, mais la MANUI n'a pas pris de mesures efficaces.